

Collectif de défense du réseau des diffuseurs de presse



OBSERVATIONS RELATIVES A L'ACCORD
INTERPROFESSIONNEL
« ASSORTIMENT ET PLAFONNEMENT »

Septembre 2021

L'esprit de la loi d'octobre 2019

La loi N° 2019-1063 du 18.10.2019 (article 5.2) précise :

« ..qu'il appartient aux organisations professionnelles représentatives de trouver le moyen de la mise en œuvre d'un assortiment et d'un plafonnement par voie d'accord interprofessionnel, pour les publications relevant du 2° de l'article 5 (titres CPPAP hors IPG) »

« La « loi Bichet » (n°47-585 modifiée) confie à l'interprofession le soin de définir les règles en matière d'assortiment et de détermination des quantités servies aux points de vente pour la presse CPPAP hors IPG. »

Introduction à la consultation publique organisée par l'ARCEP, portant sur le cahier des charges des SADP. 9 octobre 2020

*« La (nouvelle) loi Bichet a attribué aux marchands de presse un **rôle actif** pour la définition de l'offre de presse commercialisée dans leur point de vente. Pour affirmer ce rôle, l'ARCEP propose les modalités permettant au distributeur de donner la capacité aux marchands de presse de **définir la liste des titres non CPPAP** qu'ils reçoivent et le cas échéant de définir un plafonnement des quantités »*

Discussions et propositions d'amendement à l'Assemblée nationale au sujet du projet de loi de modernisation de la distribution de la presse.

Proposition d'amendement :

- *Melle Emmanuelle Antoine, députée de la 4° circonscription de la Drôme :*
« Le projet de loi instaure une différence de traitement entre trois catégories de produits de presse en matière d'accès au réseau de distribution. Sa rédaction originale plonge les acteurs de la presse hors CPPAP dans l'incertitude quant à leurs futures conditions de distribution. L'amendement propose de supprimer la troisième catégorie de produits de presse, ce qui évitera de créer une réglementation à double vitesse, notamment entre les titres relevant de la CPPAP et les autres. »

Réponse de Laurent Garcia, rapporteur et député de la 2° circonscription de Meurthe et Moselle :

- *« Avis défavorable. En supprimant la distinction entre presse CPPAP hors IPG et la presse hors CPPAP, pour l'accès au réseau de distribution, et en étendant l'assortiment à l'ensemble de la presse non-IPG, l'amendement remet en cause l'équilibre voulu par le projet de loi. En matière d'assortiment, la distinction entre la presse IPG et la presse non-IPG est celle qui prévaut aujourd'hui. L'expérience ayant montré que cette distinction n'était pas suffisante pour **baissier le taux d'invendus et désencombrer les linéaires, il faut aller plus loin.** »*

Réponse de Franck Riester, ministre de la Culture 2018-2020

- *« Les arguments de Monsieur le rapporteur sont très pertinents. Je voudrais en outre opérer une mise en perspective sur ce point important. Un des objectifs du texte est **de redonner des marges de manœuvres aux marchands de journaux, dont l'activité n'est pas toujours rentable**, ce qui justifie nombre de fermetures et dissuade l'implantation d'un point de vente dans certains quartiers. »*

L'accord interprofessionnel « assortiment et plafonnement » du 01/07/2021.

Les signataires :

La loi de modernisation de la distribution de la presse prévoit un accord interprofessionnel établissant les règles de l'assortiment et de détermination des quantités. Les discussions, les consultations publiques et les diverses contributions se sont déroulées entre 2019 et 2021.

Deux ans ont donc passé depuis le vote de la loi, pour aboutir à cet accord partiel et inéquitable dont les signataires sont :

- Seulement trois organisations représentants les éditeurs, dont l'APIG qui n'est pas concerné puisque ses publications dépendent de l'article 5.1. La FNPS quant à elle privilégie une distribution par abonnement. Les représentants SAEP des nombreux petits éditeurs n'ont pas validé cet accord.
- Les deux SAPD actuelles dépendent exclusivement de leurs clients éditeurs.
- Un seul syndicat de diffuseur, Culture presse, dont la représentativité est contestable et le fonctionnement discutable.

Nous relevons que le syndicat des dépositaires a largement participé aux travaux et est associé à cet accord alors qu'il n'est pas mentionné dans la loi.

Remarques sur le contenu de l'accord signé :

Le principe est que l'accord demandé tienne compte des caractéristiques physiques et commerciales du point de vente.

Pour ce faire, il peut paraître opportun de mesurer la capacité du linéaire de chaque point de vente pour définir son réel potentiel, afin de ne pas le surcharger. En théorie, la mesure du linéaire opérée par les SADP doit permettre de déterminer la capacité physique du magasin à accueillir un certain nombre de titres, ceux-ci étant comptabilisés selon le principe « **Un titre = une codification** »

Malheureusement, dans la pratique, 1 codif = plusieurs parutions simultanément en rayon

Exemple A :

Au 31 août, l'hebdomadaire « Le 1 » compte six parutions en vente.

Bien que titre IPG, totalement justifié à être protégé, il est anormal qu'il monopolise à son seul profit un espace du linéaire au détriment de cinq autres titres

Titre **ACTUALITES GENERALE** Caisse 3781311400006 Code 13114

Général Stock Réservations Caisse et Catégories

Stock en temps réel

En Stock 7
Service de base 0
Stock Mini. 0

Emplacement
Prix de vente 2,90 €
Unité de vente

Gérer les demandes de réassort

Historique

Année	N°	s/c	Prix Unitaire	Livraison	Qt L.	Qt C.	Retour	Qt I.	Qt V.	Qt D.	Qt S.	% I.
2021	361	S	2,90 €	25/08/2021	2						2	0
2021	360	S	2,90 €	18/08/2021	1						1	0
2021	359	H	2,90 €	11/08/2021	1						1	0
2021	358	H	2,90 €	04/08/2021	1						1	0
2021	356	H	2,90 €	21/07/2021	1						1	0
2021	355	H	2,90 €	13/07/2021	1						1	0
2021	354	S	2,90 €	07/07/2021	1		28/07/2021	0	1	0	0	0
2021	349	S	2,90 €	02/06/2021	2		23/06/2021	1	1	0	0	50
2021	348	S	2,90 €	26/05/2021	2		16/06/2021	2		0	0	100

Exemple B :

Air et Cosmos, au 15 août, comptait encore quatre parutions en cours de vente, les plus anciennes étant rappelées après de plus récentes. Phénomène récurrent et très souvent dénoncé par les marchands sur « J'alerte l'ARCEP »

Titre **INFORMATIQUE ET NUMERIQUE** Caisse 3781350900000

Général Stock Réservations Caisse et Catégories

Stock en temps réel

En Stock 4
Service de base 0
Stock Mini. 0

Emplacement
Prix de vente 7,00 €
Unité de vente

Gérer les den

Historique

Année	N°	s/c	Prix Unitaire	Livraison	Qt L.	Qt C.	Retour	Qt I.	Qt V.	Qt D.	Qt S.	% I.
2021	2746	H	7,00 €	03/08/2021	✓	2					2	0
2021	2745		5,80 €	26/07/2021	✓	2	05/08/2021	2		0	0	100
2021	2744	H	5,80 €	16/07/2021	✓	2					2	0
2021	2743		5,80 €	12/07/2021	✓	2	22/07/2021	2		0	0	100
2021	2742		5,80 €	05/07/2021	✓	2	12/07/2021	2		0	0	100
2021	2741	S	10,95 €	28/06/2021	✓	2	23/08/2021	2		0	0	100
2021	2740	H	9,90 €	21/06/2021	✓	2	16/08/2021	1	1	0	0	50
2021	2739		5,80 €	14/06/2021		2	24/06/2021	2		0	0	100
2021	2738		5,80 €	07/06/2021		2	14/06/2021	2		0	0	100
2021	2737	S	5,80 €	31/05/2021		2	26/07/2021	2		0	0	100
2021	2736		5,80 €	24/05/2021		2	31/05/2021	2		0	0	100

Exemple C :

Des camions et des hommes ne fait de rappel que sur le numéro N-2, et laisse systématiques en vente la parution précédent la nouvelle. A noter que sur les 11 dernières sorties, sept sont des S ou des H

Titre ACTUALITES GENERALE
CAMIONS ET DES HOMME

Caisse
3781168700007

Code PRESSE
11687

Général

Stock

Reservations

Caisse et Catégories

Stock en temps réel
En Stock 3
Service de base 0
Stock Mini. 0

Emplacement
Prix de vente 6,50 €
Unité de vente

☐ Gérer les demandes de réassort

Historique

Année	N°	s/c	Prix Unitaire	Livraison	Qt L.	Qt C.	Retour	Qt I.	Qt V.	Qt D.	Qt S.	% I.
2021	83	H	6,50 €	30/07/2021	3						3	0
2021	82		6,50 €	29/06/2021	3		31/08/2021	3		0	0	100
2021	81	H	6,50 €	29/05/2021	2		23/07/2021	2		0	0	100
2021	80		6,50 €	03/05/2021	2		29/06/2021	2		0	0	100
2021	79	H	6,50 €	27/03/2021	2		21/05/2021	1	1	0	0	50
2021	77	H	6,50 €	30/01/2021	2		26/03/2021	2		0	0	100
2020	76		6,50 €	25/12/2020	2		26/01/2021	2		0	0	100
2020	75	H	6,50 €	28/11/2020	2		22/01/2021	1	1	0	0	50
2020	74		6,50 €	02/11/2020	2		28/12/2020	2		0	0	100
2020	73	H	6,50 €	01/10/2020	3		26/11/2020	3		0	0	100
2020	72		6,50 €	03/09/2020	3		02/11/2020	3		0	0	100
2020	71	H	6,50 €	31/07/2020	3		25/09/2020	3		0	0	100

Ces trois exemples illustrent à eux seuls l'abus manifeste des numérotations « spéciales » et « hors-série », permettant ainsi à des titres de se maintenir en vente au-delà de leur périodicité.

Tant que le principe du numéro chassant l'autre ne sera pas rendu incontournable et que les règles en matière de HS ne seront pas redevenues plus restrictives, la détermination d'une jauge n'a aucun sens.

Concernant les caractéristiques commerciales seul le chiffre d'affaires est pris en compte. Or un assortiment doit tenir compte des ventes du diffuseur, de sa zone de chalandise, de son environnement, des demandes de sa clientèle.

Détermination d'une jauge :

Si la détermination d'une jauge peut paraître opportune pour mesurer la capacité physique d'un commerce, elle n'est cependant pas mentionnée dans le texte de loi et encore moins que celle-ci soit à la discrétion des organisations représentatives signataires de l'accord, sans l'approbation des marchands de presse à qui La loi Bichet a attribué un rôle actif pour la définition de l'offre de presse commercialisée dans leur point de vente.

Pour autant, l'accord instaure arbitrairement une jauge de 16 à 18 titres au mld (mètre linéaire développé)

Pour rappel, les différentes préconisations dans les contributions aux discussions sur l'assortiment étaient les suivantes :

Presstalis : 14/16 titres (selon la taille du linéaire du magasin concerné)

Lagardère : 14/16 titres (février 2020)

MLP : 16 titres tout en reconnaissant une norme merchandising à 12/mld

Collectif de défense des diffuseurs de presse : 12/14 titres (octobre 2020)

NAP : 11 titres vendeurs au mld comme standard des enseignes (février 2020)

AADP : favorable à une jauge définie par le diffuseur lui-même.

L'accord prévoit donc une jauge encore plus élevée, ce qui est en totale contradiction avec l'objectif de désencombrer les linéaires (cf. M. Garcia et M. Riester) et en désaccord avec les recommandations des marchands de terrain (cf. AADP, Collectif de diffuseur et NAP).

Cette jauge est d'ailleurs contraire à la norme merchandising selon l'aveu même de MLP et ne favorise pas la mise en valeur des titres, comme le montre les deux clichés ci-après.

16 /mld avec une pleine page :



10 /mld avec une pleine page :



La jauge de 16 titres/mld est une moyenne, et sachant qu'il est souhaitable de présenter un certain nombre de publications en pleine page et que d'autres sont installées en pile, cela réduit proportionnellement la place disponible pour les autres. On s'approche pour ces derniers d'une jauge à 18 voire 20 titres/mld, soit une présentation confuse et illisible.

Rappelons en outre que la multiplication des numéros S et H permet à une seule codification de maintenir plusieurs parutions en cours de vente, au détriment d'autres publications qui respectent scrupuleusement le principe du numéro chassant l'autre

De surcroît, la marge de manœuvre consentie au marchand quant à la modification de cette jauge ne lui permet que de « **l'augmenter dans le but d'enrichir son offre** » mais lui interdit de la réduire pour **aérer son linéaire**.

La construction de l'assortiment :

Les catégories de titres. Les principes établis par la loi.

« 1° La presse d'information politique et générale est distribuée dans les points de vente et selon les quantités déterminées par les entreprises éditrices de ces publications. La continuité de sa distribution doit être garantie. Les points de vente ne peuvent s'opposer à la diffusion d'un titre de presse d'information politique et générale ;

« 2° Les journaux et publications périodiques bénéficiant des tarifs de presse prévus à l'article L. 4 du code des postes et des communications électroniques, autres que d'information politique et générale, sont distribués selon des règles d'assortiment des titres et de détermination des quantités servies aux points de vente définies par un accord interprofessionnel conclu entre les organisations professionnelles représentatives des entreprises de presse et des diffuseurs de presse et les sociétés agréées de distribution de la presse ou, le cas échéant, les organisations professionnelles représentatives de ces dernières. Cet accord tient compte des caractéristiques physiques et commerciales des points de vente, de la diversité de l'offre de presse et de l'actualité. Ceux-ci ne peuvent s'opposer à la diffusion d'un titre qui leur est présenté dans le respect des règles d'assortiment et de quantités servies mentionnées à la première phrase du présent 2°.

« 3° Pour les autres journaux et publications périodiques, les entreprises de presse, ou leurs représentants, et les diffuseurs de presse, ou leurs représentants, définissent par convention les références et les quantités servies aux points de vente.

« Afin de permettre aux diffuseurs de presse de prendre connaissance de la diversité de l'offre, les journaux et publications périodiques mentionnés au 2° qui ne sont pas présents dans l'assortiment servi au diffuseur de presse ainsi que les journaux et publications périodiques mentionnés au 3° font l'objet d'une première proposition de mise en service auprès du point de vente. Celui-ci est libre de donner suite ou non à cette proposition de distribution. »

Comme l'indique très clairement la loi, l'assortiment concerne uniquement les journaux et publications définis à l'article 5.2. Les autres journaux et publications ne sont donc pas concernés par cet accord et celui ne devrait pas y faire référence.

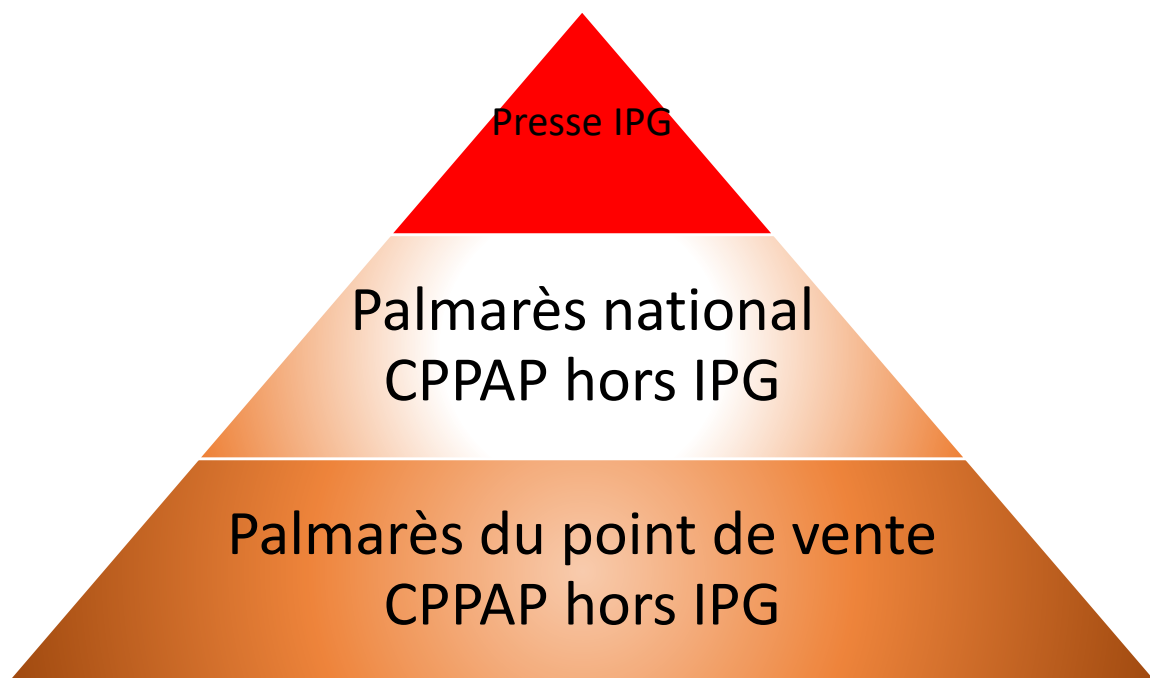
Comme le rappelait Laurent Garcia et Franck Riester durant les débats sur les amendements au projet de loi, cette triple distinction doit permettre de « **baissier le taux d'invendus et désencombrer les linéaires.** » « **Un des objectifs du texte est de redonner des marges de manœuvres aux marchands de journaux** », **pouvant agir principalement sur la troisième catégorie. (Titres non CPPAP)**

Deux ans d'atermoiements ont permis à de nombreux titres hors CPPAP d'obtenir leur agrément. Ils se retrouvent donc dans le champ de l'assortiment et hors du champ de liberté concédé au diffuseur. L'équilibre du projet et le désencombrement des linéaires évoqués par M. Garcia en introduction sont d'ores et déjà compromis. Quant aux marges de manœuvres laissées aux marchands selon le souhait du législateur, elles sont réduites à la portion congrue.

Le mécanisme de l'assortiment :

Le texte de l'accord, complexifié à l'excès, est truffé de renvois, de redites. Cependant, en synthétisant au mieux, on peut comprendre que l'assortiment du point de vente serait bâti selon la procédure suivante :

- Un palmarès national des ventes, qui constituerait un socle de codifications incontournables dans un point de vente (100 % pour les + de 50 mld, et 75 % pour les moins de 50 mld) CPPAP hors IPG
- Un palmarès des meilleures ventes du magasin qui compléterait le palmarès précédent (ou qui s'y superposerait) CPPAP hors IPG
- Ce palmarès de référence du point de vente ne contient pas de titres IPG qui sont distribués de droit.



L'ensemble des codifications CPPAP non-IPG ainsi obtenu, ainsi que les titres IPG est réputé assorti, sans que le diffuseur puisse s'y opposer, à hauteur de la capacité de son linéaire, selon le principe de la jauge, c'est-à-dire 16 codifications X mld.

Il est entendu que cette jauge est « négociable » avec le diffuseur, si et seulement si, il souhaite l'augmenter. La baisser reviendrait, selon les signataires de l'accord, à porter atteinte au droit des titres CPPAP à être diffusés. Cet argument est fallacieux et porte atteinte au droit des diffuseurs.

A aucun moment, il n'est mentionné de dialogue commercial minimum, entre les SADP ou les dépositaires et le diffuseur indiquant que ce dernier peut émettre des souhaits quant aux titres CPPAP hors IPG qu'il préfère recevoir, selon sa propre analyse des besoins de sa clientèle.

Le cas des nouveautés

Ce que dit la loi :

Art.5 Alinéa 3 loi du 19 octobre 2019 :

« Afin de permettre aux diffuseurs de presse de prendre connaissance de la diversité de l'offre, les journaux et publications périodiques CPPAP hors IPG qui ne sont pas présents dans l'assortiment servi au diffuseur, ainsi que les titres hors CPPAP font l'objet d'une **première proposition de mise en service** auprès du point de vente. Celui-ci est libre de donner suite ou non à cette **proposition** de distribution »

Ce que les signataires de l'accord prévoient :

Art.36 de l'accord interprofessionnel :

« Conformément aux dispositions de la loi, les éditeurs disposent d'un **droit de première mise en service**.

1° Si la codification proposée par un éditeur à un point de vente donné relève du 2° de l'article 5 (CPPAP hors IPG), et qu'elle n'a jamais été diffusée dans ce point de vente, elle s'ajoute directement à l'Assortiment de base du diffuseur, **sans que celui-ci ne puisse s'opposer à sa diffusion, et ce, jusqu'à la prochaine mise à jour. Si la mise à jour intervient moins de 6 mois après la mise en service, l'application de ces dispositions est reportée à la Mise à jour suivante.**

2° Le changement de statut d'une codification déjà diffusée par un point de vente et la faisant relever du 2° de l'article 5, (*Hors CPPAP devenant CPPAP*) lui permet de bénéficier d'office des dispositions de 1° à partir de cette date de changement de statut. »

Exemple A :

Le magazine Spéciale dernière a été imposé pour un numéro 1 en juillet sans proposition préalable, ni protocole standard pour s'y opposer (demande de retour immédiat par exemple). Le n°2 a été servi dans les mêmes quantités, malgré un taux d'invendus à 100 %

Titre **PICTURE PEOPLE** Caisse 3781337800002 Code MLP 13378

Général **Stock** Réservations Caisse et Catégories

Stock en temps réel

En Stock	10
Service de base	0
Stock Mini.	0

Emplacement

Prix de vente 1,99 €

Unité de vente

☐ Gérer les demandes de réassort

Historique

Année	N°	s/c	Prix Unitaire	Livraison	Qt L.	Qt C.	Retour	Qt I.	Qt V.	Qt D.	Qt S.	% I.
2021	2		1,99 €	08/09/2021	10						10	0
2021	1		1,99 €	09/07/2021	10		02/09/2021	10		0	0	100

PICTURE PEOPLE

Exemple B :

Le titre Mer et océan s'est imposé selon le même principe.

Titre **NATURE ET VOYAGES** Caisse 3781322000004 Code MLP 13220

Général **Stock** Réservations Caisse et Catégories

Stock en temps réel

En Stock	5
Service de base	0
Stock Mini.	0

Emplacement

Prix de vente 15,00 €

Unité de vente

☐ Gérer les demandes de réassort

Historique

Année	N°	s/c	Prix Unitaire	Livraison	Qt L.	Qt C.	Retour	Qt I.	Qt V.	Qt D.	Qt S.	% I.
2021	2		15,00 €	28/08/2021	5						5	0
2021	1		15,00 €	23/06/2021	5		17/08/2021	5		0	0	100

Encore une fois, l'esprit de la loi est contourné en déniaut au diffuseur le droit de s'opposer à la mise en service d'un numéro 1, y compris CPPAP, loi pourtant applicable de droit et constamment bafouée au prétexte de procédures techniques non établies.

Un accord inégal qui instaure des règles strictes qui s'imposent aux diffuseurs :

« Art.33 : Le nombre de codifications exposées ne peut en aucun cas être inférieure à la jauge telle que précédemment définie »

« Art. 38 : Après réception du linéaire disponible, la SADP ou le dépositaire informera le diffuseur de la taille de son linéaire utile et de la jauge, en nombre de codifications, telle que définie aux articles 27 à 32. Il devra s'assurer que la jauge convient au marchand et demandera formellement au diffuseur si celui-ci veut faire usage de sa faculté à agir sur **la hausse** sur celle-ci. »

« Art.39 : Après détermination de la jauge, la SADP ou le dépositaire **informe** le diffuseur de l'assortiment de base de son point de vente selon le palmarès de référence »

« Art. 49 : Les signataires du présent accord interprofessionnel conviennent de signer concomitamment un accord **séparé détaillant des règles complémentaires permettant au diffuseur** d'organiser la composition de l'assortiment **complet** du linéaire de son point de vente tel que défini en section IV du Chapitre II (détermination de la jauge) [...] Cet accord séparé devra définir des principes s'appliquant à **tous les titres distribués par les SADP** et bénéficiant du système coopératif collectif [---] à l'exception des titres relevant du 2° de l'article 5 figurant dans l'assortiment de base. En tout état de cause, les titres CPPAP hors IPG ne pourront se voir imposer de conditions de distribution moins favorables que les **titres relevant du 3° de l'article 5 de la loi 47-585** ».

Ce dernier article outrepassa les dispositions de la loi, puisque ces titres hors CPPAP, hors IPG, ne sont pas concernés par un accord interprofessionnel.

Au contraire, l'ARCEP précise que doit être donnée « *aux marchands de presse la capacité de **définir la liste des titres non CPPAP** qu'ils reçoivent et le cas échéant de définir un plafonnement des quantités* » (consultation publique organisée par l'ARCEP, portant sur le cahier des charges des SADP. 9 octobre 2020)

Les signataires de l'accord interprofessionnel n'ont pas mission à se substituer aux diffuseurs ou à leurs représentants pour ces produits relevant de l'article 5.3

Contrairement à l'esprit de la loi, souhaitant donner plus de latitudes aux diffuseurs, le droit des éditeurs, des SADP et de leurs sous-traitants (les dépositaires) prime nettement et sans appel sur les intérêts et les droits des marchands.

La détermination des quantités

La détermination des quantités, si importantes pour diminuer les taux d'invendus, faisait partie des objets que l'accord interprofessionnel devait aborder.

Au titre II du document, les signataires reportent cette question, « ayant pris acte de l'incapacité temporaire des systèmes d'informations de la filière à gérer un tel mécanisme ». Dans l'intervalle, « les parties s'accordent à maintenir la bonne exécution des mesures de plafonnement en vigueur afin de garantir des quantités raisonnables au diffuseur ».

Les règles applicables actuellement ne protègent pas assez contre les quantités servies trop importantes. Par exemple, le plafonnement est suspendu entre le 20 juin et le 25 août (cf. annexe 1 : Point sur les modalités du plafonnement 2009) pour tenir compte d'une saisonnalité qui ne concerne pas l'ensemble du réseau. Il serait plus judicieux d'adapter cette disposition en fonction des caractéristiques régionales propres à chaque point de vente.

Les nouveautés ne sont, quant à elles, pas plafonnées durant les six premiers mois. Sachant que ces dernières devraient faire l'objet d'une proposition de mise en service, qui s'est transformée en mise en service à laquelle ne peut s'opposer le diffuseur, les voici, de surcroît, exonérées de limites de quantités servies.

Le report des discussions est acté et les parties confient à la commission de suivi la responsabilité des échanges sur ce sujet dans un délai qui ne saurait excéder un an.

Sachant que la loi a été votée en octobre 2019, c'est un report de plus de 4 ans qui se profile sur une question pourtant primordiale si on souhaite lutter efficacement contre les taux d'invendus excessifs.

Conclusion

La loi de modernisation de la diffusion de la presse a prévu la mise en place de l'assortiment dans un triple but :

- Réduire les taux d'inventus coûteux pour la filière en optimisant la diffusion des titres au plus proche des besoins, tout en respectant l'absolu droit à la distribution de la presse IPG et en préservant la nécessaire diversité des publications CPPAP.
- Préserver la diffusion de la presse sur l'ensemble du territoire via le maillage des diffuseurs de presse dont le nombre ne cesse de baisser.
- Revaloriser le travail des marchands et reconnaître leur expertise quant à la connaissance de leur magasin et de leur clientèle afin qu'ils puissent être impliqués dans la construction de l'offre qu'ils proposent et notamment s'agissant des titres et nouveautés qu'ils jugent opportun d'intégrer dans leur assortiment.

La mise en œuvre annoncée pour 2022, voire en 2023 pour la détermination des quantités, est bien tardive au regard de l'impatience des diffuseurs à voir, enfin, s'engager des réformes reconnues nécessaires par le législateur. Ainsi, M. Laurent Garcia, rapporteur de la loi, rappelle dans un courrier adressé à Mme la Ministre de la culture en janvier 2021 que *« les distributeurs de presse sont dans une forte attente de la mise en œuvre de cette disposition. Ils souhaitent vivement un assortiment des titres de presse non-IPG en fonction de leur linéaire disponible et sur la base de critères non discriminatoires. »*

Un intervalle raisonnable entre les décisions et la mise en œuvre n'est acceptable qu'à la seule condition que soient respectées et réaffirmées les règles de la profession telles que « un numéro chassant l'autre », que les parutions n'usent que de manière extrêmement limitée des numérotations S et HS et que le plafonnement soit la règle sans exception.

Doivent aussi s'appliquer immédiatement les dispositions de la loi non soumises à négociations, en particulier pour le cas des nouveautés.

En l'état, le contenu de cet accord interprofessionnel présenté en juillet 2021, ne semble pas, à tous ces égards, répondre, ni dans la forme, ni dans le fond, ni dans l'esprit, aux réformes souhaitées par le législateur, notamment du fait de son approche négligeant de façon inacceptable les droits des diffuseurs.